

CHRONIQUE

En finir avec les dogmes

■ Autoriser d'autres langues maternelles que le flamand à l'école témoigne d'un pragmatisme créatif rare en politique.

Vu de Flandre

Un débat sur l'enseignement, fin novembre au Parlement flamand, a démontré que la nouvelle note de vision du GO ! (le réseau d'enseignement officiel de la Communauté flamande) a touché une corde sensible. Comme on a pu le lire aussi dans "La Libre", *"une petite révolution risque de bousculer quelques habitudes scolaires en Flandre"*. Cette note incite les directions des écoles à permettre aux élèves dont la langue maternelle n'est pas le néerlandais de s'exprimer dans leur langue maternelle au sein des établissements. Depuis sa naissance au XIX^e siècle, le mouvement flamand n'a jamais abandonné de façon aussi explicite son ancien mantra "De Tael is gansch het Volk" (la langue est tout le peuple), imaginé par Prudens Van Duyse qui, en 1836, s'indignait du fait que toute communication officielle à la ville de Gand se faisait obligatoirement en français.

Le Parlement flamand a fiévreusement débattu du rôle du néerlandais, mais l'on avait parfois l'impression que les différents partis de la majorité ne parlaient pas la même langue, vu la distance entre la position de la N-VA et de ses partenaires.

Il faut avant tout constater que cette note n'est pas issue du monde politique. Cette réflexion sur l'intégration scolaire des "nouveaux Flamands", d'origine syrienne ou autre, vient du monde de l'enseignement même. Ce

n'est pas sans analogie avec un autre dossier important que vingt ans de disputes politiques stériles n'avaient pu débloquer. Les solutions qui ont mené à un accord sur la liaison "Oosterweel", le projet d'infrastructure qui doit mettre fin aux embouteillages autour d'Anvers, ont été élaborées par les comités d'action civile, pas par le monde politique. La note du réseau de l'enseignement officiel est inspirée par les gens du terrain, les enseignants qui vivent le problème au quotidien.

Dans toutes les écoles des grandes villes de Flandre et dans l'enseignement néerlandophone à Bruxelles, on trouve des adolescents qui se sentent rejetés parce qu'ils ne comprennent pas le néerlandais. L'interdiction de s'exprimer dans sa langue maternelle ne facilite pas l'insertion scolaire d'un Syrien qui, à douze ans, se retrouve dans une classe flamande. Même après deux ou trois générations en Belgique, certains parents refusent de communiquer à la maison en néerlandais.

Faut-il punir leurs enfants pour un handicap qui leur est infligé ? "Non, évidemment", a répondu la ministre de l'Enseignement flamand, Hilde Crevits, au Parlement. "Si nous voulons que les enfants des familles défavorisées renouent avec l'école, il faut leur donner le sentiment qu'ils sont les bienvenus. Et il faut inciter d'autres élèves qui maîtrisent la langue maternelle des nouveaux venus à aider ceux-ci." D'autres langues seront

donc parlées pendant les exercices en classe et dans la cour de récréation.

Bien qu'elle ait souligné que le néerlandais reste la langue d'enseignement et que les exercices doivent aboutir à la maîtrise du néerlandais, la ministre a donc cautionné la nouvelle approche du GO !, qui a reçu le soutien de tous les partis flamands, à l'exception du Vlaams Belang et de la N-VA. Ce dernier parti doit faire face à une contradiction : son propre ministre de l'Emploi, Philippe Muyters, a ordonné que 35 000 demandeurs d'emploi en Flandre, qui ne connaissent pas le néerlandais, soient aidés par des instructeurs parlant leur langue maternelle.

La ministre de l'Enseignement n'a toutefois pas caché que plusieurs questions restent sans réponse. Ne va-t-on pas créer dans les environs de Bruxelles des écoles à facilités ? N'y a-t-il pas un risque de ségrégation entre élèves ? Ne va-t-on pas décourager ceux qui sont en train de suivre des cours de néerlandais ? Les nombreuses incertitudes formulées au Parlement flamand ne vont toutefois pas empêcher les enseignants flamands de chercher des solutions pour certains élèves marginalisés.

L'abandon d'un des dogmes clefs du flamingantisme témoigne d'un pragmatisme créatif rare en politique. Peut-on espérer que l'exemple soit suivi ? On pourrait, par exemple, en finir de stigmatiser chaque proposition pour une meilleure gestion de Bruxelles comme un complot nationaliste flamand.